

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 24 AVRIL 2014
RELATIF À LA PRIME D'OUTILLAGE POUR L'ANNÉE 2014
(PICARDIE)

NOR : ASET1450683M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment de Picardie ;
L'UR CAPEB de Picardie ;
La fédération Nord des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR FO Picardie ;
L'UR CFDT Picardie ;
L'UR CFTC Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 1.3 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant de la prime d'outillage des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

En application de l'article 1.3 des conventions collectives nationales précitées,

En application de l'article 32 de l'accord régional de Picardie du 1^{er} août 1979, les parties signataires du présent accord ont fixé le montant de la prime d'outillage des ouvriers du bâtiment de Picardie comme indiqué ci-après :

- 1^{re} catégorie : 6,69 € ;
- 2^e catégorie : 13,38 € ;
- 3^e catégorie : 20,07 €.

Article 3

Le présent barème de prime d'outillage entrera en application à compter du 1^{er} avril 2014.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en douze exemplaires, sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Amiens, le 24 avril 2014.

(Suivent les signatures.)